

Schoelcher, le **10 MARS 2021**

Monsieur,

Vous avez sollicité l'avis de l'Autorité Environnementale au titre de la procédure d'examen au « cas par cas » relative à votre projet de demande d'autorisation de défrichement partiel d'une superficie de 8 325 m<sup>2</sup>, au droit des parcelles cadastrées C.857 et C.858, présentant une superficie totale de près de 1,3 ha – Quartier « Desloges » sur la commune des Trois-Ilets.

Cette demande d'autorisation de défrichement est présentée pour expertise, bornage, allotissement, puis vente foncière en l'état et n'est adossée à aucuns projets d'aménagements ou de constructions qui seront à la charge des futurs acquéreurs.

Votre dossier de demande d'examen au « cas par cas » a été enregistré en nos services le 4 février 2021 sous le numéro 2021-0438 et a été reconnu « complet et recevable » à compter de cette même date, engageant ainsi le délai d'instruction du dossier de 35 jours (échéance au 12 mars 2021).

Au regard de la nomenclature portée en annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement, le projet se rapporte à la rubrique **47 a - Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L 341-3 du code forestier, portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0,5 ha et 25 ha.**

Pour mémoire : la procédure d'examen au cas par cas a pour objet de vous préciser, en réponse, s'il y a lieu de produire ou non une étude d'impact **à joindre à vos diverses demandes d'autorisations administratives préalables et requises** pour la bonne réalisation du projet décrit dans votre dossier.

À ce titre, votre projet nécessitera l'attribution préalable d'une autorisation de défrichement (Art L.341-3 du code forestier), devant être instruite par les services de la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) de la Martinique.

Votre projet devra potentiellement par ailleurs faire l'objet d'une procédure spécifique au titre de la Loi sur l'eau en application des dispositions de l'article R.214-1 du code de l'environnement (à minima une demande de déclaration à présenter auprès du service de la police de l'eau à la DEAL).

**M. Steeve CAYOL**

DEAL Martinique / SCPDT / U2EACT  
Réf : DEAL/SCPDT/U2E-ACT/VLE/D-2021-0438/C-2021-036-AR  
Affaire suivie par : Valérie LAINÉ ÉMERANCIENNE  
BP 7212 Pointe de Jaham  
97274 Schoelcher CEDEX  
06 96 45 93 69  
autorite-environnementale.martinique@developpement-durable.gouv.fr  
www.martinique.developpement-durable.gouv.fr

La déclaration et les demandes d'autorisations correspondantes seront instruites indépendamment par les services concernés et la présente décision produite au titre de l'examen au « cas par cas » ne présage en aucun cas des décisions qui vous seront notifiées, en retour, par arrêté préfectoral / municipal.

### Enjeux et caractéristiques du projet :

Les parcelles cadastrées C.857 et C.858 sont situées au quartier « Desloges », sur la commune littorale des Trois-Ilets, en dehors du périmètre de la bande des 50 pas géométriques et de l'emprise d'un espace remarquable du littoral au sens de l'article L.121-23 du code de l'urbanisme, mais à l'intérieur du périmètre du parc naturel de la Martinique. Elles peuvent être géolocalisées selon le bloc de coordonnées suivantes :

**61° 04' 14,08" O – 14° 31' 49,23" N (coin Nord -Ouest)**

**61° 04' 08,84" O – 14° 31' 43,68" N (coin Sud-Est)**

- L'assiette du projet présenté n'émarge pas dans le périmètre d'une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), ni dans celui d'une Zone Humide ou Zone Humide d'Intérêt Environnemental Particulier (ZH / ZHIEP), n'est pas concernée par un Plan d'Exposition au Bruit (PEB) et n'a pas été reconnue comme site pollué.
- Les parcelles concernées sont manifestement boisées, et abritent ainsi potentiellement des espèces faunistiques et floristiques protégées. La parcelle cadastrée C.858 se trouve quant à elle pour partie, en limite parcellaire d'un Espace Boisé Classé (EBC) intégré dans une plus large zone naturelle émergeant pour partie sur les dites parcelles.  
À ce titre, une visite de terrain, préalable à l'instruction de la demande d'autorisation de défrichement envisagée, en présence des services concernés de la DAAF et de l'Office National des Forêts (ONF), permettra de confirmer ou d'amender le périmètre sollicité au titre du défrichement au regard des enjeux évoqués ci-avant en termes de biodiversité et ci-après en termes de risques naturels.
- Au regard de la carte réglementaire du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé en date du 30 décembre 2013 par la commune, les parcelles assiette du projet sont majoritairement situées en zone jaune et pour le reste en zone rouge sur une bande décroissante Sud-Ouest, **non concernée par le projet de défrichement partiel présenté.**  
Elles se trouvent par ailleurs également exposées à un risque moyen à fort au titre de l'aléa « Mouvement de terrain » et à un risque fort au titre de l'aléa « inondation » sur le tracé de la ravine qui traverse en angle Sud-Ouest la parcelle C.858. Des prescriptions particulières respectives du règlement dudit PPRN sont applicables aux aménagements et constructions potentiellement projetés, notamment aux travers d'études de risques et géotechniques préalables.
- S'agissant du plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur sur la commune, approuvé le 10 décembre 2003, modifié les 13/10/2004, 14/10/2009, 12/12/2012 et 10/06/2015, l'emprise foncière du projet visé est majoritairement classée en zone UD (*zone d'écart à caractère rural pouvant recevoir un habitat individuel*), et pour le reste en zone N (*naturelle et forestière*) sur une bande décroissante Sud-Ouest, **non concernée par le projet de défrichement partiel présenté.**
- Au regard des enjeux de santé environnementale, il conviendra de s'assurer de la qualité du traitement des eaux usées et pluviales. À ce titre, les futurs acquéreurs devront se rapprocher de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM), compétente en matière d'assainissement pour le territoire Sud, afin d'envisager les modalités de raccordement des eaux usées ainsi que la nature des travaux à effectuer.  
Ils devront se conformer aux dispositions de la directive européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU) ainsi qu'à celles du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de la Martinique 2016/2021,

relatives à la collecte, au traitement et au rejet des eaux pluviales dont la récupération est préconisée, notamment afin de contribuer à une gestion efficiente de l'eau potable.

Néanmoins, les dispositifs de récupération des eaux pluviales ne doivent pas permettre la création de gîtes favorables à la prolifération de moustiques, et dans ce cadre, l'arrêté du 21 août 2008 précise les conditions de récupération et d'usage de l'eau de pluie à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

- Enfin, bien que le présent dossier ne soit présenté qu'au titre d'une procédure préalable adossée à une demande d'autorisation de défrichement, **une nouvelle demande d'examen au « cas par cas » devra être présentée et associée aux procédures administratives préalables à la réalisation d'un futur programme immobilier (à minima au titre de la demande de permis d'aménager et/ou permis de construire).**

Compte tenu de ce qui précède, en l'état des informations transmises par vos soins ainsi que des enjeux environnementaux exposés ci-avant, **vous n'êtes pas tenu de produire une étude d'impact** à joindre à votre dossier de demande d'autorisation de défrichement préalable à expertise, bornage, allotissement, puis vente foncière en l'état, au droit des parcelles cadastrées C.857 et C.858 – Quartier « Desloges » sur la commune des Trois-Ilets.

**J'attire cependant votre attention sur la possible incompatibilité du projet avec les dispositions réglementaires applicables au titre du code de l'urbanisme et du PPRN, si il devait élarger respectivement dans l'emprise des zones naturelles forestières du PLU et rouges du PPRN.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Directrice Adjointe de l'Environnement  
de l'Aménagement et du logement



**Stéphanie DEFOORTER**

#### Voies et délais de recours

*Les recours gracieux, hiérarchiques ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai de recours contentieux.*

Le recours gracieux doit être adressé à:

**Monsieur le Préfet de région,  
représentant de l'Autorité chargée de l'examen au cas par cas de droit commun en Martinique  
Préfecture de la Région Martinique  
82, rue Victor Sévère - B.P 647-648  
97262 Fort-de-France cedex**

Le recours hiérarchique doit être adressé à:

**Madame la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire  
Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie  
Hôtel de Roquelaure  
246, Boulevard Saint Germain  
75007 PARIS**

Le recours contentieux doit être adressé à:

**Tribunal Administratif de Fort de France  
Plateau Fofo  
12 rue du Citronnier  
97271 SCHOELCHER**